

Note d'analyse

**des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement
dans les tarifs réglementés de vente de gaz naturel
d'ES Energies Strasbourg au 1^{er} juillet 2014**

28 mai 2014

CONTEXTE ET OBJECTIFS DES TRAVAUX MENES PAR LA CRE	3
PREAMBULE	5
I. PRESENTATION DE LA STRUCTURE DES COUTS D'ÉS ÉNERGIES STRASBOURG	6
1 PRESENTATION DES ACTIVITES D'ÉS ÉNERGIES STRASBOURG ET DE LA DISSOCIATION COMPTABLE	6
2 REPARTITION DES NATURES DE COUTS LIES A L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ	6
II. ANALYSE DES COUTS CONSTATES ET PREVISIONNELS DE L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX TARIFS REGLEMENTES DE D'ÉS ÉNERGIES STRASBOURG	7
1 COUTS D'APPROVISIONNEMENT	7
1.1 LA FORMULE EN VIGUEUR	7
1.2 EVOLUTION DE LA PART MATIERE EN 2013	8
1.3 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT ET DE LA FORMULE	8
2 COUTS HORS APPROVISIONNEMENT	9
2.1 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT SUPPORTES PAR ÉS ÉNERGIES STRASBOURG EN 2013	9
2.2 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT PREVISIONNELS POUR L'ANNEE 2014 ET LE 1 ^{ER} SEMESTRE 2015	9
2.2.2. COUTS DE COMMERCIALISATION	10
2.2.3. EVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS ET DES VOLUMES ASSOCIES	10
2.2.4. CONCLUSION SUR LES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT A PRENDRE EN COMPTE DANS LES TARIFS REGLEMENTES AU 1ER JUILLET 2014	11
III. CONCLUSIONS	11

Contexte et objectifs des travaux menés par la CRE

Cadre juridique

L'article L. 445-3 du code de l'énergie dispose que « *Les tarifs réglementés de vente du gaz naturel sont définis en fonction des caractéristiques intrinsèques des fournitures et des coûts liés à ces fournitures. Ils couvrent l'ensemble de ces coûts à l'exclusion de toute subvention en faveur des clients qui ont exercé leur droit prévu à l'article L. 441-1* ».

L'article 3 du décret du 16 mai 2013 modifiant l'article 4 du décret du 18 décembre 2009 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel prévoit que :

« Pour chaque fournisseur est définie une formule tarifaire qui traduit la totalité des coûts d'approvisionnement en gaz naturel. La formule tarifaire et les coûts hors approvisionnement permettent de déterminer le coût moyen de fourniture du gaz naturel, à partir duquel sont fixés les tarifs réglementés de vente de celui-ci, en fonction des modalités de desserte des clients concernés.

Les coûts hors approvisionnement comprennent notamment :

- *les coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel et, le cas échéant, des réseaux de distribution publique de gaz naturel, résultant de l'application des tarifs d'utilisation des infrastructures de gaz fixés par la Commission de régulation de l'énergie ;*
- *les coûts d'utilisation des stockages de gaz naturel, le cas échéant ;*
- *les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.*

La méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement pour chaque fournisseur est précisée par arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, après avis de la Commission de régulation de l'énergie.

La Commission de régulation de l'énergie effectue chaque année une analyse détaillée de l'ensemble des coûts d'approvisionnement en gaz naturel et hors approvisionnement. Les coûts de commercialisation peuvent être, en cas d'indisponibilité des données, estimés à partir de moyennes. La Commission de régulation de l'énergie intègre notamment dans son analyse les possibilités d'optimisation du portefeuille d'approvisionnement de chaque fournisseur sur la période écoulée. Elle peut proposer aux ministres chargés de l'énergie et de l'économie de revoir la formule tarifaire ou la méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement, afin de prendre en compte l'évolution des coûts dans les tarifs. Elle remet au Gouvernement les résultats de cette analyse et les rend publics, dans le respect du secret des affaires, au plus tard le 15 mai. »

Avis de la CRE du 11 avril 2013

La CRE a été saisie, pour avis, par la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur ce projet de décret. Dans sa délibération du 11 avril 2013, elle a émis un avis défavorable au 7ème alinéa de l'article 4, qui encadre l'analyse par la CRE des coûts des fournisseurs aux tarifs réglementés de vente de gaz en observant :

« La CRE considère, qu'appliquées à l'ensemble des 24 fournisseurs historiques, elles seraient disproportionnées au regard des objectifs de vérification de l'adéquation des tarifs et de transparence qui viennent d'être rappelés, les 22 ELD représentant moins de 5% des sites alimentés aux tarifs réglementés de vente de gaz en France.

En tout état de cause, une telle mesure supposerait que le fournisseur historique puisse fournir à la CRE ses comptes détaillés. Or, ce n'est pas toujours possible s'il s'agit d'un fournisseur multi-fluides (eau, gaz, électricité, assainissement) ou qui n'a pas établi de comptes séparés pour ses activités de

fourniture et de distribution. En effet, la délibération de la CRE du 7 février 2007 relative aux principes de dissociation comptable applicables aux ELD, qui précise l'article 25 de la loi du 10 février 2000, prévoit que seules les ELD dont le réseau achemine une quantité d'énergie supérieure à 700 GWh doivent tenir des comptes dissociés. L'établissement de la séparation des comptes liés aux activités de fourniture aux tarifs réglementés de vente de gaz de ceux liés aux autres activités pourrait engendrer pour les fournisseurs des coûts disproportionnés au regard des objectifs à atteindre. Seules huit des 22 ELD disposent ainsi à ce jour d'une comptabilité dissociée.

Enfin, compte tenu des limites des ressources dont elle dispose, la CRE n'est pas en mesure de procéder à des audits et des contrôles annuels sur la totalité des 24 fournisseurs. Elle rappelle en particulier que ses effectifs et ses moyens n'ont pas été ajustés au fort développement de ses missions et ses activités depuis 2009, avec la transposition des textes européens du troisième paquet sur l'énergie, la loi sur la nouvelle organisation du marché de l'énergie, et le développement des appels d'offres en matière d'énergies renouvelables.»

Objectifs

Afin d'éclairer ses prochains avis sur l'évolution des tarifs réglementés d'ÉS Énergies Strasbourg, la CRE a procédé à une analyse de ses coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement.

Compte-tenu des difficultés exposées dans l'avis du 11 avril 2013, la CRE n'a pas été en mesure de mener ses analyses dans les délais prévus par le décret du 16 mai 2013.

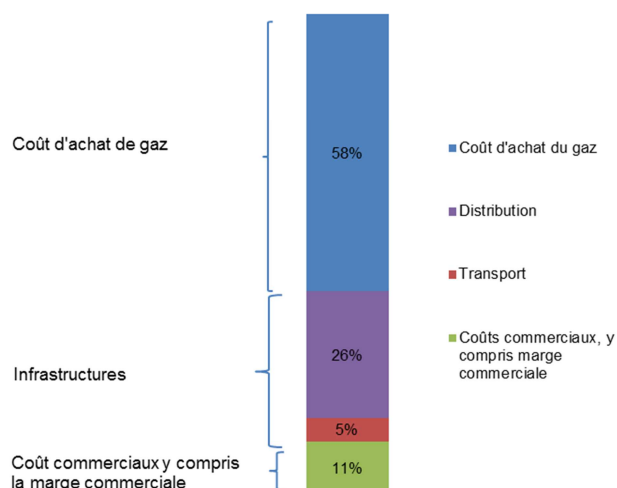
La CRE a adressé à d'ÉS Énergies Strasbourg, en date du 11 février 2014, un courrier de lancement précisant l'objectif et le cadre de cet exercice. Les échanges se sont déroulés principalement sur les mois d'avril et mai 2014.

Par cette note, la CRE rend compte des résultats de ces travaux.

NB : certains graphiques sont présentés sans échelle, afin de respecter le secret des affaires.
--

Préambule

En préambule à la présentation des principaux constats effectués lors de ces travaux, le graphique ci-dessous présente, à titre illustratif, les coûts pris en compte dans les tarifs réglementés de vente de ÉS Énergies Strasbourg en 2013, et leurs parts respectives:

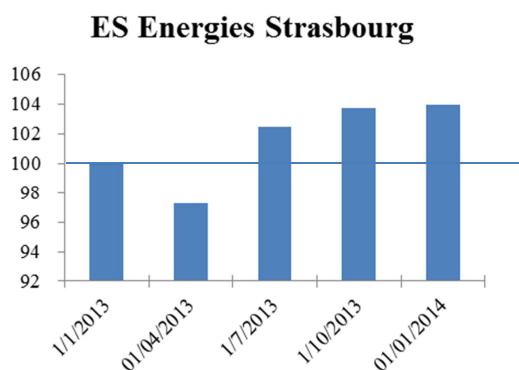


La facture hors taxes aux tarifs réglementés est constituée de trois composantes :

- les coûts d'achat de gaz (ou « matière ») ;
- les coûts d'infrastructure : coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel, des réseaux de distribution publique de gaz naturel et des stockages de gaz naturel, le cas échéant
- les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.

L'évolution du terme représentant les coûts d'approvisionnement en gaz naturel (composante « matière ») est calculée à partir d'une formule tarifaire.

L'évolution du tarif en base 100 d'un client type B1¹ ayant une consommation moyenne de 17Mwh depuis le 1^{er} janvier 2013 est la suivante :



L'évolution du tarif d'ÉS Énergies Strasbourg est le résultat de l'application de la formule prévue par l'arrêté du 27 juin 2013 pour le calcul de la part matière et de l'évolution des coûts d'accès au réseau de distribution d'ÉS Énergies Strasbourg.

¹ Client avec une consommation annuelle indicative comprise entre 6 et 30 Mwh à usage de chauffage, eau chaude et/ou cuisine individuelle

I. Présentation de la structure des coûts d'ÉS Énergies Strasbourg

1 Présentation des activités d'ÉS Énergies Strasbourg et de la dissociation comptable

En 2009, Gaz de Strasbourg a filialisé le commercialisateur en s'organisant autour de :

- Réseau GDS (gestionnaire de réseau)
- Enerest-Gaz de Strasbourg (fournisseur filiale à 100% de Réseau GDS)

En 2012 le Groupe Électricité de Strasbourg a acquis Enerest et fusionne début 2013 avec ÉS Énergies Strasbourg pour devenir le fournisseur régional multi énergies du groupe ES.

ÉS Énergies Strasbourg couvre l'ensemble du secteur de l'énergie dans la fourniture du gaz et de l'électricité.

L'actionnariat d'ÉS Énergies Strasbourg est composé d'Electricité de Strasbourg SA à 99 % et de particuliers.

2 Répartition des natures de coûts liés à l'activité de fourniture de gaz

Le chiffre d'affaires lié l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés d'ÉS Énergies Strasbourg s'élève à environ 131 M€ en 2013.

A fin 2013, le nombre de clients d'ÉS Énergies Strasbourg aux tarifs réglementés est de 114 399 pour une consommation de 2 509 GWh.

Les clients B1 représentent 64% des effectifs « clientèle » et 45% de la consommation globale.

Les principaux postes de charges et produits supportés par ÉS Énergies Strasbourg sont les suivants :

Produits d'exploitation

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les ventes d'énergie qui représentent la part fourniture des ventes aux clients au tarif réglementé incluant les coûts d'approvisionnement, d'infrastructure, et les coûts commerciaux y compris la marge commerciale.

Autres produits d'exploitation

Ce poste comprend la production immobilisée, la production vendue, les subventions d'exploitation, les reprises sur provisions ainsi que les autres produits d'exploitation.

Charges d'exploitation

Achats d'énergie

Ce poste représente principalement l'achat de fourniture de gaz pour les clients aux tarifs réglementés d'ÉS Énergies Strasbourg.

Charges externes

Ce poste comprend la maintenance, le personnel détaché et intérimaire, les autres services extérieurs, les honoraires, les primes commerciales, le parrainage/sponsoring, les frais postaux et bancaires, etc.

Charges de distribution

Ce poste représente les coûts d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel.

Charges de transport et stockages

Ce poste représente les coûts de stockage et d'utilisation des réseaux publics de transport de gaz naturel.

Charges de personnel

Les charges de personnel incluent les salaires et traitements des agents ainsi que les charges sociales associées.

II. Analyse des coûts constatés et prévisionnels de l'activité de fourniture de gaz aux tarifs réglementés de d'ÉS Énergies Strasbourg

En l'absence de comptes dissociés disponibles pour l'exercice 2013, la CRE n'est pas en mesure d'appuyer son analyse présentée ci-après sur des données comptables.

1 Coûts d'approvisionnement

Un fournisseur s'est engagé par contrat à fournir à ÉS Énergies Strasbourg la plus grande partie du gaz naturel au PITD. La facturation est constituée d'un montant proportionnel aux volumes enlevés des quantités de l'année contractuelle (QAC) sur la base d'une formule composée d'une constante et d'indices pétroliers et gaziers et de prix fixe. La constante correspond notamment aux coûts de transport et de stockage en vigueur à la date du contrat ou des avenants.

Pour s'adapter au marché, des avenants sont signés entre ÉS Énergies Strasbourg et son fournisseur. Les modifications portent sur la constante de la formule.

ÉS Énergies Strasbourg achète le reste de son gaz au PEG avec d'autres fournisseurs avec des termes de quantité à prix fixe et sur la base de formule indexée pétrole ou PEG.

ÉS Énergies Strasbourg gère le transport et le stockage pour cette dernière partie.

1.1 La formule en vigueur

Au vu des éléments dont la CRE disposait sur l'adéquation de la formule proposée aux coûts, a émis un avis favorable au projet d'arrêté concernant cette formule dans sa délibération du 25 juin 2013.

L'évolution des coûts d'approvisionnement des tarifs réglementés de vente d'ÉS Énergies Strasbourg est déterminée en fonction de la formule composée d'une constante et des indices suivants :

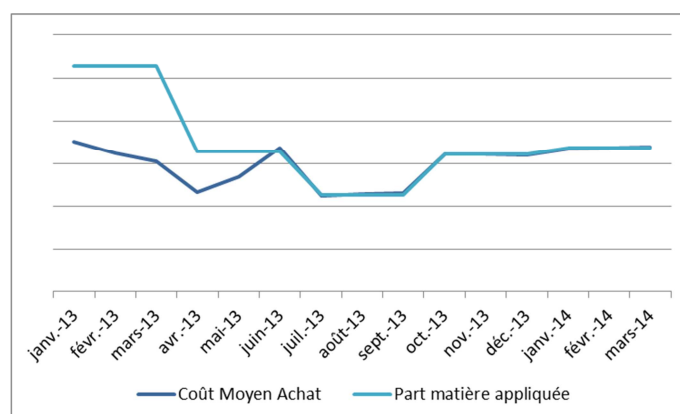
- *C : représente les constantes définies dans les clauses contractuelles d'approvisionnement*
- *Q_j représente les volumes de gaz acheté par ES-Energies Strasbourg auprès de ses fournisseurs selon les clauses contractuelles d'approvisionnement j et selon une formule dite « prix fixe » dont la période de livraison commence le premier jour de la variation tarifaire ;*
- *Q_{ij} représente les volumes de gaz acheté par ES-Energies Strasbourg auprès de ses fournisseurs selon les clauses contractuelles d'approvisionnement i et les clauses contractuelles d'approvisionnement j ;*
- *FOL 3.1.3 : représente la cotation fioul lourd basse teneur en soufre, en euros par tonne, constatée sur la période de trois mois se terminant K mois avant la date du mouvement tarifaire*

- FOD 3.1.3 : représente la cotation du fioul domestique à 0,1%, en euros par tonne, sur la période de trois mois se terminant K mois avant la date du mouvement tarifaire

1.2 Evolution de la part matière en 2013

La part matière prise en compte dans les tarifs a évolué tous les trimestres, par application de la formule en vigueur.

L'évolution de la part matière appliquée (formule) est la suivante :



ÉS Énergies Strasbourg fixait chaque trimestre la part matière appliquée aux clients au tarif réglementé de vente en fonction de la moyenne des coûts moyen d'approvisionnement des 3 mois précédents de 1 mois le mois de la demande. Le coût moyen d'achat est le résultat des différentes formules de prix des contrats pour le mois de livraison.

A compter de juillet 2013, ÉS Énergies Strasbourg a modifié son calcul de la part matière, elle représente la moyenne des coûts moyen d'approvisionnement des 3 mois ou la part matière sera appliquée.

Au total, sur l'exercice 2013 ce graphique illustre que la formule a été supérieure en moyenne au coût moyen d'approvisionnement réellement supportés par ÉS Énergies Strasbourg. La CRE relève par conséquent que les coûts d'approvisionnement d'ÉS Énergies Strasbourg ont été couverts par les tarifs réglementés.

1.3 Perspectives d'évolution des conditions d'approvisionnement et de la formule

Dans le cadre de ces travaux, ÉS Énergies Strasbourg a produit un avenant à son contrat d'approvisionnement fixant les quantités pour la période octobre 2014 à septembre 2015 mais suivant la même formule d'indexation que précédemment.

La CRE relève qu'une révision de la formule tarifaire au 1^{er} juillet 2014 n'apparaît par conséquent pas nécessaire sur la base des informations disponibles à début mai 2014.

2 Coûts hors approvisionnement

2.1 Analyse des coûts hors approvisionnement supportés par ÉS Énergies Strasbourg en 2013

Afin d'apprécier la couverture des coûts supportés par ÉS Énergies Strasbourg par la vente aux clients aux tarifs réglementés, l'approche retenue par la CRE consiste à analyser les données issues de la comptabilité dissociée et à rapprocher le résultat constaté au résultat théorique, tel que prévu dans les tarifs réglementés au titre de la marge commerciale.

Cette marge est la contrepartie de risques assumés par l'opérateur au titre notamment des aléas liés au risque « volumes ».

Les coûts supportés en 2013 par ÉS Énergies Strasbourg ont été marqués par :

- une augmentation des coûts d'utilisation des réseaux de transport, pris en compte dans la part fixe du contrat d'approvisionnement ;
- une augmentation des coûts de transport payés directement par ÉS Énergies Strasbourg pour son approvisionnement au PEG ;
- une diminution des coûts de stockage gérés directement par ÉS Énergies Strasbourg
- par ailleurs l'application de l'évolution du tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de Réseau GDS² de +12,7% a induit une augmentation sur les coûts d'utilisation des réseaux de distribution.

La CRE relève que l'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel d'ÉS Énergies Strasbourg a pris en compte l'ensemble de ses hausses.

Toutefois, en l'absence de comptabilité dissociée disponible aux moments des travaux, la CRE n'est pas en mesure de se prononcer sur la couverture de la totalité des coûts supportés par ÉS Énergies Strasbourg par les tarifs réglementés sur l'exercice 2013.

2.2 Analyse des coûts hors approvisionnement prévisionnels pour l'année 2014 et le 1^{er} semestre 2015

La méthode d'évaluation retenue par la CRE est basée sur l'article 3 de l'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel d'ÉS Énergies Strasbourg.

2.2.1. Coûts d'utilisation des infrastructures

L'arrêté du 27 juin 2013 prévoit que « *sont pris en compte, pour la part afférente aux ventes aux tarifs réglementés, les tarifs de distribution fixés par la Commission de régulation de l'énergie et les coûts d'utilisation des infrastructures gazières de transport et de stockage de gaz naturel. Le gaz étant livré aux points d'interface des réseaux de transport et de distribution, les coûts de transport et de stockage font l'objet, pour ÉS Énergies Strasbourg, d'une facturation par le fournisseur du combustible* ».

ÉS Énergies Strasbourg a établi ses coûts prévisionnels en prenant en compte les hypothèses suivantes :

- une augmentation des coûts de transport en application de la délibération du tarif d'utilisation du réseau de transport au 1^{er} avril 2014. Une partie de ces charges sont

² Délibération du 25 avril 2013

comprises dans le contrat d'approvisionnement et impacteront donc le mouvement matière. Pour l'autre partie, la hausse sera répercutée dans les coûts d'infrastructure.

- une diminution des coûts du GRD Réseau GDS de -0,27%³ au 1^{er} juillet 2014 qui induit une baisse sur les coûts d'utilisation des réseaux de distribution d'ÉS Énergies Strasbourg.
- une hausse des coûts de stockage.

L'évolution des coûts d'infrastructure d'ÉS Énergies Strasbourg doit être répercutée dans ses tarifs réglementés au 1^{er} juillet 2014.

2.2.2. Coûts de commercialisation

L'arrêté du 27 juin 2013 prévoit que les coûts commerciaux «se composent des coûts de gestion de la clientèle, de gestion de l'approvisionnement et de gestion de l'accès aux infrastructures, des coûts des certificats d'économie d'énergie, des coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane ainsi que d'une marge commerciale raisonnable. Les coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane sont déterminés à partir des montants des contributions unitaires fixées par arrêtés après avis de la Commission de régulation de l'énergie et font l'objet d'une facturation spécifique. L'évaluation de ces coûts se fonde sur les dernières données observées, corrigées le cas échéant des facteurs d'évolution prévisibles ».

Dans le cadre de ces travaux, ÉS Énergies Strasbourg a transmis à la CRE ses prévisions d'évolutions en tenant compte des évolutions du portefeuille.

Au titre de l'année 2014, ÉS Énergies Strasbourg indique prendre en compte une augmentation du montant total de ces coûts commerciaux par rapport aux coûts commerciaux réalisés précédemment. Cette évolution s'expliquerait principalement du fait de la fusion d'Enerest avec ÉS Énergies Strasbourg et de l'intégration des fonctions supports.

La CRE ne dispose pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions d'ÉS Énergies Strasbourg relatives à l'évolution de ses coûts commerciaux ne sont pas réalistes.

2.2.3. Evolution du nombre de clients et des volumes associés

ÉS Énergies Strasbourg a transmis à la CRE ses hypothèses de prévision de clients et de volumes associés pour les exercices 2014.

Dans ses prévisions, ÉS Énergies Strasbourg prend notamment en compte :

- une hypothèse de maintien des clients sortant des tarifs réglementés qui choisiront des offres de marché ;
- suppressions de certains tarifs réglementés sur cette période, en particulier concernant les clients ayant un tarif B2S, B2I et TEL.
- une baisse des volumes

La CRE ne dispose pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions d'ÉS Énergies Strasbourg relatives à l'évolution de ses volumes de ventes ne sont pas réalistes.

³ Délibération de la CRE du 15 mai 2014

2.2.4. Conclusion sur les coûts hors approvisionnement à prendre en compte dans les tarifs réglementés au 1^{er} juillet 2014

Compte-tenu des éléments qui précèdent, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés d'ÉS Énergies Strasbourg au 1^{er} juillet 2014 est nécessaire afin de traduire l'évolution de ses coûts hors approvisionnement, notamment s'agissant des coûts d'infrastructure.

III. Conclusions

A l'issue de ces travaux, la CRE n'est pas en mesure de conclure sur la couverture des coûts par les tarifs réglementés de vente de gaz sur l'exercice 2013, en l'absence de comptabilité dissociée disponible.

La CRE relève toutefois que l'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel d'ÉS Énergies Strasbourg a pris en compte les évolutions de ses coûts en 2013, notamment concernant les évolutions des coûts d'utilisation des infrastructures.

S'agissant des coûts d'approvisionnement, la CRE n'a pas relevé d'éléments susceptible de justifier une révision de la formule tarifaire au 1^{er} juillet 2014.

S'agissant des coûts hors approvisionnement, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de vente d'ÉS Énergies Strasbourg, qu'il conviendra de déterminer d'ici au 1^{er} juillet 2014, apparaît nécessaire afin de traduire l'évolution de ces coûts.